
Gouvernement versus Gouvernance : structure versus processus

Introduction au dossier sur la Gouvernance Rurale

Christopher Bryant



Electronic version

URL: <http://journals.openedition.org/echogeo/15291>

DOI: 10.4000/echogeo.15291

ISSN: 1963-1197

Publisher

Pôle de recherche pour l'organisation et la diffusion de l'information géographique (CNRS UMR 8586)

Electronic reference

Christopher Bryant, « Gouvernement versus Gouvernance : structure versus processus », *EchoGéo* [Online], 43 | 2018, Online since 22 March 2018, connection on 19 April 2019. URL : <http://journals.openedition.org/echogeo/15291> ; DOI : 10.4000/echogeo.15291

This text was automatically generated on 19 April 2019.

EchoGéo est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International (CC BY-NC-ND)

Gouvernement versus Gouvernance : structure versus processus

Introduction au dossier sur la Gouvernance Rurale

Christopher Bryant

- 1 Il convient de noter tout d'abord que la gouvernance n'est pas le gouvernement, bien que le gouvernement, à quelque niveau que ce soit, puisse potentiellement faire partie d'un processus de gouvernance.
- 2 La gouvernance est essentiellement un processus multipartite. Comme le montre dans ce dossier l'article de David Douglas, elle peut être centrée sur tout un territoire ou sur des thèmes ou des orientations particulièrement importants pour un territoire et pour différents acteurs et citoyens. Cependant, il est souvent nécessaire d'adopter une approche plus holistique car les différentes actions et initiatives prises dans le cadre d'une orientation spécifique auront fréquemment un impact sur les autres orientations retenues.
- 3 La gouvernance relève également d'un processus puisque les acteurs ou les parties prenantes ne sont pas automatiquement identifiés et intégrés en même temps. En effet tout le monde ne connaît ni ne comprend tous les « segments d'intérêt légitime » en jeu dans un territoire donné. Ainsi le cas des jeunes enfants et des adolescents a souvent été ignoré, sans doute parce qu'il est généralement admis que les jeunes enfants et adolescents ne sont pas vraiment concernés par ce qui se passe sur leur territoire (communauté). Alors qu'en réalité beaucoup d'adolescents sont plus qu'intéressés par la vie de leur communauté et de leur territoire. Dans le comté de Haliburton par exemple, des adolescents ont été mobilisés et ont participé à des discussions sur le développement stratégique de leur territoire. Ils ont également pris des initiatives et mobilisé les ressources nécessaires pour leur mise en œuvre (Bryant, 1999).
- 4 Face à cette prise de conscience il est maintenant courant dans certains contextes ruraux (par exemple, le Comté de Haliburton, Est de l'Ontario, Canada) pour des adolescents d'être impliqués dans la discussion sur leur territoire et son avenir. Cela devrait faire partie du processus de gouvernance et être reconnu par les autres acteurs et la population en général. Cela dépend, bien sûr, de la culture du territoire et de sa

population et de la pertinence des approches innovantes pour les autres acteurs impliqués dans le processus de gouvernance. En outre, une fois qu'un « nouveau » segment d'intérêt légitime a été identifié dans un territoire, il devient important de savoir comment communiquer avec les gens qui le composent, y trouver des représentants et les mobiliser (Allie et Bryant, 1999).

- 5 De nombreuses forces peuvent conduire à des modifications importantes et faire émerger des problèmes dans un territoire rural. Cela peut nécessiter des réponses du gouvernement à tous les niveaux, des communautés et de l'ensemble des acteurs impliqués dans un processus de gouvernance. Les changements observés dans les territoires ruraux sont le fait de la mondialisation, de la concurrence des autres territoires et pays, mais aussi des valeurs qui changent dans la société. Ainsi des préoccupations croissantes sur la qualité de l'environnement, sur la santé et sur la reconnaissance des différents segments de la population se manifestent. Des interrogations concernant des types alternatifs de développement économique et leurs effets positifs ou négatifs sur les résidents du territoire rural concerné, le changement technologique et son intégration dans les économies locales, par exemple la technologie informatique et la communication en ligne, apparaissent. La migration des résidents des villes vers les zones rurales adjacentes aux villes et aux agglomérations urbaines peut également favoriser les changements. Enfin, il y a naturellement des forces propres à un type particulier de territoire, à ses activités et aux cultures des populations (par exemple les populations autochtones). Ces éléments doivent être reconnus et traités de manière appropriée dans le processus de gouvernance. Cependant, si certaines cultures ne sont pas reconnues comme importantes par les acteurs clés dans un processus de gouvernance, alors des conflits majeurs peuvent survenir. C'est que montrent David Leroy, Alvarro Martin Gutiérrez Malaxechebaria, Jean-Marc Antoine et Alexandra Angéliaume-Deschamps dans leur article. Une fois identifiés, les obstacles doivent être pris en compte rapidement pour éviter l'apparition des problèmes majeurs qui bloqueraient le développement du territoire.
- 6 Les types de territoires ruraux sont variés. Certains sont éloignés des grandes villes et des agglomérations métropolitaines et reposent essentiellement sur des ressources naturelles et leur exploitation (Halseth *et al.*, 2010), comme l'exploitation minière ou la foresterie (voir dans ce dossier l'article de Laura Ryser, Greg Halseth et Sean Markey) Certains de ces territoires reculés peuvent également être des régions montagneuses (voir l'article de Laurence Barthe et Corinne Eychenne) et des zones côtières. Cependant des territoires ruraux proches des grandes villes et des agglomérations métropolitaines peuvent reposer sur les mêmes bases économiques, y compris l'exploitation des ressources et les activités de pêche dans les zones côtières. En outre, il existe des activités agricoles dans les territoires ruraux proches des villes. Ces territoires étaient auparavant appelés zones périurbaines, mais tous ces territoires (urbains, périurbains) ainsi que les territoires ruraux situés aux limites des sphères d'influence des agglomérations urbaines et métropolitaines sont dorénavant qualifiés de territoires « urbains » dans des publications récentes (Lohrberg *et al.*, 2016). Dans certains pays en développement en milieu rural, il existe une grande différence entre l'accès foncier coutumier (gouvernance foncière traditionnelle) et le marché foncier moderne comme le montre l'article de Jérôme Aloko-Nguessan, Marthe Adjoba Koffi-Didia et Hamed Tiécoura Coulibaly ; celui de Laurence Barthe et Corinne Eychenne ou celui de Joachium Koffi Kotchi, Yagnama, Rokia Ouattara-Coulibaly et Guillaume Kouassi N'Guessan. Les territoires proches des zones urbaines

subissent manifestement l'expansion de la ville, la diffusion du développement résidentiel sur l'ensemble du territoire et la migration de « nouvelles » populations dans ces territoires, entraînant souvent des conflits entre les nouvelles populations et ceux qui vivent dans ces zones depuis longtemps.

- 7 La gouvernance rurale relève d'une démarche ascendante, c'est-à-dire que les initiatives et les actions sont discutées et prises par les citoyens, les propriétaires d'entreprises et d'autres types d'organisations. Lorsque le gouvernement (en particulier les gouvernements centraux) joue un rôle majeur, tout le processus peut rapidement devenir un processus descendant avec des conséquences négatives. C'est particulièrement le cas lorsqu'un gouvernement dans le cadre d'un programme de développement communautaire tente d'imposer des stratégies et des approches qui ont bien fonctionné avec d'autres gouvernements locaux et leurs communautés, mais qui ne fonctionneront pas avec cette collectivité locale et ses communautés, simplement parce qu'il y a souvent d'énormes différences entre communautés rurales dans un même État, une même province ou le même pays en termes de problèmes, de cultures et d'opportunités.
- 8 Les territoires ruraux relativement éloignés sont souvent basés sur l'exploitation minière, la foresterie et certains types de production agricole (voir à ce sujet l'article de Joachim Koffi Kotchi, Yagnama Rokia Ouattara-Coulibaly et Guillaume Kouassi N'Guessan). Toutes ces activités ont également connu des changements technologiques qui ont souvent conduit à une augmentation de la taille des entreprises impliquées et à une baisse concomitante de la population. Il peut devenir alors difficile de maintenir des services à la population restante. Les solutions peuvent impliquer de nouvelles activités incluant le développement de nouvelles activités touristiques, avec des impacts positifs sur les services et l'emploi (voir dans ce dossier l'article d'Emmanuel Véron). Cependant, les activités touristiques doivent également pouvoir s'intégrer efficacement dans les communautés existantes et ne pas être considérées simplement comme une source de revenus.
- 9 Comment aller de l'avant lorsqu'il devient évident qu'il existe des segments significatifs de la population ou des groupes d'acteurs qui n'ont pas de place reconnue dans la structure de gouvernance ? C'est alors que la notion de gouvernance dans l'idée d'un processus continu devient importante. Lorsque différents problèmes émergent ou que différents segments d'intérêt légitime sont identifiés ou apparaissent, la question de la gouvernance est alors de savoir comment inclure ces nouveaux enjeux et ces nouveaux acteurs ou segments d'intérêt dans le processus de gouvernance que ce soit dans les discussions, dans les décisions et éventuellement dans les actions. C'est pourquoi la gouvernance doit être considérée comme un processus continu et pas seulement comme une structure. À mesure que les réalités changent ou que certaines réalités sont reconnues pour la première fois comme importantes, ces « nouvelles » réalités doivent être intégrées dans le processus de gouvernance.
- 10 Cela signifie donc que les relations entre les acteurs impliqués dans le processus de gouvernance peuvent changer considérablement au fil du temps. Cela a été assez souvent observé dans les territoires proches des agglomérations urbaines et même aux limites des sphères d'influence des agglomérations urbaines et métropolitaines. Dans plusieurs de ces territoires, les relations entre l'agriculture, les communautés agricoles et les familles d'agriculteurs sont souvent soumises à des pressions émanant de nouveaux résidents non agricoles. Cela peut déboucher sur des conflits, mais un processus de gouvernance

approprié peut améliorer le niveau de compréhension entre les populations agricoles et non agricoles.

- 11 Les changements de société affectent aussi de nombreux territoires ruraux et, dans certains cas, les changements de ces valeurs peuvent conduire à des conflits comme le montre l'article de David Leroy, Alvarro Gutiérrez Malaxechebaria, Jean-Marc Antoine et Alexandra Angéliaume-Deschamps dans ce dossier. Les conflits peuvent par exemple résulter des préoccupations croissantes de certains segments de la population concernant la qualité de l'environnement, notamment la qualité des ressources en eau (voir l'article de Thierry Ruf, Mina Kleiche-Dray) qui ont souvent souffert de pollution du fait de la proximité des villes et des métropoles. Là où les agglomérations urbaines et métropolitaines sont entourées de terres et d'activités agricoles, il n'est pas rare que l'agriculture dite « moderne » (agriculture productiviste) soit la source d'une importante pollution de l'eau. Les processus de gouvernance sont alors axés sur des problèmes spécifiques tels que la pollution de l'eau et l'accent n'est pas mis uniquement sur la réglementation mais encouragent les discussions entre les différents acteurs et les agriculteurs afin que ces derniers prennent conscience de l'importance du phénomène et par la suite améliorent leurs pratiques agricoles, c'est-à-dire qu'ils aient une approche plus conforme à celle de la gouvernance.
- 12 D'autres valeurs ont changé au fil du temps y compris une attention accrue portée à la conservation du patrimoine, en particulier des paysages patrimoniaux. Cet intérêt s'est développé à l'échelle des territoires pour l'histoire et ses reflets dans les paysages aujourd'hui, y compris les bâtiments historiques. Dans beaucoup de pays développés, il y a des organisations spécifiques impliquées dans la conservation des paysages patrimoniaux et qui associent de nombreux autres acteurs y compris les citoyens et leurs activités, par exemple l'Association Patrimoniale de la Plaine de Versailles et le Plateau des Alluets. Cette Association, par exemple, qui vise la préservation des paysages sur la Plaine de Versailles et le Plateau des Alluets, avait organisé une rencontre à Villepreux le 7 mars 2018 sur : Les territoires agri urbains, facteurs d'attractivité des grandes villes métropoles : Paris, Île-de-France, Genève, Milan, Montréal.

BIBLIOGRAPHY

Allie L., Bryant C.R., 1999. The dynamics of citizen mobilisation in an urban fringe community: Mont St. Hilaire. In Bowler, Bryant C.R., Firmino A. (dir.), *Progress in Research on Sustainable Rural Systems*. Lisbonne, Universidade Nova de Lisboa, Centro de Estudos de Geografia e Planeamento Regional, Série Estudos, n° 2, p. 201-210.

Bryant C.R., 1999. Community-based strategic planning, mobilisation and action at the edge of the urban field: The case of Haliburton County. In Bowler, Bryant C.R., Firmino A. (dir.), *Progress in Research on Sustainable Rural Systems*. Lisbonne, Universidade Nova de Lisboa, Centro de Estudos de Geografia e Planeamento Regional, Série Estudos, n° 2, p. 211-222.

Halseth G., Markey S., Bruce D. (eds.), 2010. *The Next Rural Economies: Constructing Rural Place in Global Economies*. Oxford, CABI Publishing, p. 297.

Lohrberg F., Lica L., Scazzosi L., Timpe A. (eds.), 2016. *Urban Agriculture Europe*. Jovis, 231 p.

AUTHOR

CHRISTOPHER BRYANT

Christopher Bryant, chris.r.bryant@umontreal.ca, est Professeur associé à l'Université de Montréal, département de géographie. Il a publié récemment :

- Bryant C.R., Loudiyi S. (dir.), 2017. *Des espaces agricoles dans le métropolisation. Perspectives franco-québécoises ?* L'Harmattan, 328 p.
- Bryant C. R., Akkari C., Bousbaine A. D, Delusca K., Daouda O., Sarr M. A., Azzeddine M., 2017. The Unintended Negative Consequences of Government Actions and Initiatives in Selected Environmental, Social and Economic Domains: Opportunities for Co-construction Approaches. *Journal of Settlements and Spatial Planning*, vol. 8, n° 2/2017, p. 79-88.
- Bryant C.R., Sarr M.A., Délusca K. (dir.), 2016. *Agricultural Adaptation to Climate Change*. Springer, 232 p.